

Brève histoire de l'Arabie Saoudite contemporaine

Notes enrichies autour de la conférence de **Christine OCKRENT**,
Sc.Po Alumni, Paris le 19.11.2018.

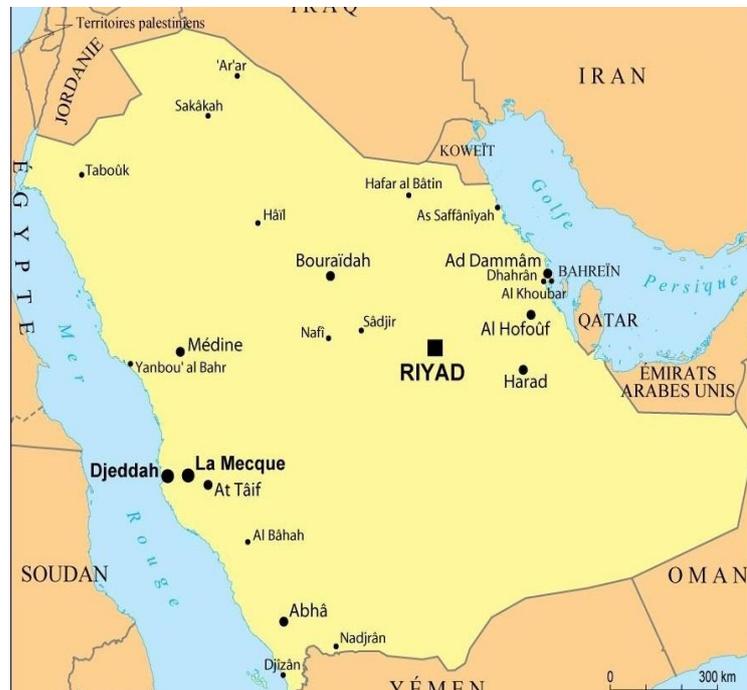
1. LA PENINSULE ARABIQUE ET LA CREATION DE L'ETAT SAUDIEN

Au commencement étaient trois tribus :

- Les **Ibn Al Saoud**, tribu guerrière de la vallée centrale de la péninsule arabique, le Nejd, aux origines datées du 12-13^e siècle.
- Les **Ibn Al Wahhab**, famille de prédicateurs accueillie vers 1720 par les Al-Saoud à l'oasis de Al Dir-lyā, capitale du Nejd ; Mohamed Ben Abdel Wahhab est en fuite de la région de Médine car prônant une pratique rigoriste de l'islam sunnite (le Wahhâbisme) rejetant toute innovation ou adaptation des textes saints par opposition au soufisme, pratique libérale ou « douce » acceptant la cohabitation avec d'autres religions, considérée comme décadente : adoration des figures saintes, présence de marabouts parmi le clergé, architecture confortable, art pictural raffiné n'hésitant pas à représenter les figures saintes et symboliques, etc.
- Les **Ibn Al-Sudeiry**, famille commerçante et très riche, qui a traditionnellement fourni des épouses à la maison Al-Saoud. Bien que ne participant pas à la vie publique et jamais représentées picturalement, les princesses ont une influence considérable sur leurs époux et sur la définition de l'ordre dynastique. La Princesse Hassa Bint Ahmed Al-Sudeiry (+1969), épouse favorite du premier roi d'Arabie saoudite, Abdelaziz Ibn Al-Saoud (1880-1953), lui a donné sept fils sur les 11 princes royaux ; six de ses sept fils ont régné en succession de leur père, au détriment des autres princes¹.

1 : le Pacte fondateur

En 1744, les chefs des deux maisons Al-Saoud et Al-Wahhab, ulcérés de constater que les deux villes saintes (Médine et La Mecque) ont été confiées par l'empire ottoman à la garde d'un souverain étranger, les princes hachémite de Jordanie, et considérant que la péninsule arabique est en marge de l'empire et donc mal contrôlée, décident d'exercer une influence dominante sur la péninsule et, en particulier d'accéder au contrôle des lieux saints (et de la manne commerciale représentée par l'organisation des pèlerinages et les oboles des fidèles).



¹ Abdelaziz Al-Saoud a engendré 79 enfants légitimes (43 fils et 36 filles) de vingt-deux épouses ; en outre, il aurait eu 80 maitresses et aurait connu 135 vierges. Deux générations plus tard, le premier roi d'Arabie Saoudite compterait 3000 descendants directs, 5000 en incluant les branches latérales et 10 000 en comptant toutes les ramifications familiales.

Pour légitimer leur démarche, les deux familles décident de lui donner une dimension religieuse : combattre la pratique décadente du soufisme et soumettre les lieux saints à une doctrine rigoriste, le Wahhâbisme. Le pacte répartit les pouvoirs entre les deux familles : aux Saoud le contrôle de l'état et l'exercice du pouvoir temporel, aux Wahhab le contrôle du clergé et l'exercice du pouvoir spirituel y compris dans ses acceptations temporelles : éducation, justice, contrôle des mœurs, état-civil.

Un premier « Royaume Saoudien » émerge à la fin du 18ème s. avec la conquête du Nejd puis de Riyad (1773) et de la partie centrale de la péninsule (1808). Le Sultan ottoman fait appel aux troupes égyptiennes de Mehmet Ali puis de son fils Ibrahim Pacha qui reconquissent le territoire : en 1818 Muhammad Abd-El Wahhab est fusillé et Abdallah Al-Saoud est décapité à Istanbul (où sa tête est jetée dans le Bosphore). En 1821, nouvelle révolte menée par Tourik Al-Saoud qui rétablit un second « Royaume Saoudien » ; il reconquiert Riyad et le Nejd, sans parvenir à reprendre le contrôle des villes saintes et des rives est et ouest de la péninsule. Une querelle de succession entre princes saoudiens en 1871 conduit à l'effondrement du 2nd royaume et à la reprise de contrôle de la péninsule par le Pacha égyptien Al-Rachid.

Le Wahhâbisme va avoir des influences considérables sur la pratique de l'islam, en particulier par l'évolution de la doctrine du djihad. A l'origine un concept religieux appelant au combat pour la maîtrise de soi au regard des principes religieux (combattre les excès de la vie quotidienne, avoir une pratique religieuse pure et respectueuse du genre humain), le djihad devient un devoir collectif des bons musulmans de reconquérir un territoire de l'islam tombé entre des mains infidèles ; sans légitimer l'emploi de la violence, le Wahhâbisme en admet l'usage si c'est pour le service de la cause divine. La doctrine développée dans les années '80 par l'imam Abdallah Azzam va renforcer cette interprétation belliqueuse du djihad et légitimer les actes terroristes de Al-Qaïda et de l'El/Daesch (voir infra et note 14).

2 : la conquête de la péninsule

La conquête de la péninsule par Abdelaziz Ibn Al-Saoud s'étend sur 30 ans, de 1902 à 1932 et a été financée par la famille Al-Sudairy. Elle a fait au total plus de 500 000 morts. Trois étapes.

De 1902 à 1920, Abdelaziz établit son pouvoir sur la vallée du Nejd, conquiert la capitale Al Dir-Iya (près de l'actuelle Riyad) et repousse l'influence et l'administration ottomane en dehors de son territoire ; pour ce faire il a obtenu des Al-Wahhab la coopération d'une milice religieuse, les Ikhwan, qui renforcent ses propres troupes. En 1915, il passe un traité avec les autorités britanniques de Palestine (lesquelles dépendent du « Bureau de l'Inde » du Ministère des Colonies) qui lui reconnaissent la souveraineté sur le Nejd et sa capitale (Abdelaziz devient Wali du Nejd) et apportent un soutien militaire à ses opérations contre la présence ottomane ; en échange de quoi le Wali du Nejd reconnaît l'autorité des chérifs² hachémites jordaniens sur les villes saintes de Médine et de la Mecque. A la fin de cette première étape, l'Empire ottoman ne contrôle plus que les deux rives de la péninsule sur la Mer Rouge (dont les deux villes saintes) et sur le Golfe.

De 1921 à 1927, Abdelaziz concentre son action sur le contrôle des villes saintes et de leurs flux commerciaux : La Mecque (30.10.1924) et Médine (1925), ainsi que de la province du Hedjaz. En mai 1927, le prince signe avec les britanniques le traité de Djedda par lequel les parties reconnaissent la souveraineté d'Abdelaziz qui se proclame Roi du Hedjaz et du Nejd, mais accepte de limiter ses

² Un chérif est une autorité qui peut justifier de sa descendance directe du Prophète par sa fille Fatima. Par extension, titre donné à un prince, ou à un souverain territorial.

aspirations territoriales aux frontières définies par le traité³. Ce traité est vivement contesté par les troupes wahhabites *Ikhwan* qui entrent en rébellion. A partir de 1925, les Etats-Unis, alléchés par les odeurs de pétrole, prennent le relai des britanniques dans le soutien militaire aux Saoud⁴ d'abord en armement léger, puis en assistance technique et équipement motorisé. Cet appui conjoint des britanniques et des américains va permettre à Abdelaziz de réprimer les *Ikhwan* trop fanatisées et peu présentables aux alliés occidentaux : mars 1929 : ils sont réduits lors de la bataille de As-Sabillah dans le Nejd central gagnée par les saoudiens avec l'appui de l'aviation britannique et d'auto-mitrailleuses américaines.

De 1927 à 1932, Abdelaziz affermit et organise son pouvoir sur la partie centrale et sur les rives désertiques de la Mer Rouge et du Golfe ; puis il descend vers le sud et conquiert le nord du Yémen ainsi que le contrôle de sa rive occidentale (port de Al-Hoddeïda, porte de transit de tous les commerces avec l'Afrique orientale). Le 20 septembre 1932, il est proclamé Roi d'Arabie Saoudite et le traité de Taëf (1934) reconnaît sa souveraineté et les frontières du royaume, y inclus les rives de la péninsule et le nord du Yémen.

3 : le 3ème Royaume Saoudien

Dès 1933, la famille Al-Saoud crée la **Saudi-Arab Oil Co** qui accorde la première concession de recherche pétrolière à la SOCAL (Standard Oil of California). En 1936, la SOCAL fait appel à la Texas Oil Co dont la technologie de forage profond (-1470m) permet des découvertes de gisement très importants à Damman, sur la rive orientale de l'Arabie Saoudite (en face de l'île de Bahrein). La première exportation de pétrole intervient en mai 1939 vers... les Etats-Unis. Ce montage fonctionne pendant toute la 2nde guerre mondiale et, en 1944, la trilogie devient une coentreprise américano-saoudienne l'ARAMCO (ou Arab-American Oil Co) à trois actionnaires : SO of California et Texas Oil Co qui détiennent 75% et la Saoud-Arab Oil Co à 25%. La communauté américaine devient progressivement très importante (11 000 personnes) et donne lieu à la création d'une ville nouvelle, Dhahran au sud de Damman, entièrement occidentalisee et gardée, où se fixe le siège de l'ARAMCO.

La sédentarisation des tribus et l'urbanisation des grandes villes (Riyad, Djeddah) font naître des modifications du mode de vie et l'intrusion des outils de la société moderne chez des populations encore régies par des traditions très strictes. Des accidents (voire des catastrophes) soulignent ces contradictions. Le roi Abdelaziz⁵ entre en conflit avec les milieux -conservateurs et les ultras religieux ; par une politique d'intimidations et de concessions à leur pouvoir (notamment : la charia comme référence de la loi fondamentale du royaume, l'exercice du contrôle des mœurs, de la justice pénale et de l'enseignement), le roi les persuade d'accepter les nouvelles technologies : les automobiles, la

³ Dans cette politique, Abdelaziz Al-Saoud a bénéficié de l'intercession et du soutien de Harry St. John Philby (dit Jack Philby ou Cheikh Abdullah), aventurier, explorateur et écrivain, mais surtout espion britannique affilié au Bureau des Indes qui a joué un rôle appréciable pour mobiliser l'intervention américaine et maintenir le soutien britannique au motif qu'un souverain conservateur en Arabie serait stabilisateur face aux troubles nationalistes arabes. Le fils de Jack Philby, Kim, sera un espion soviétique infiltré au MI5 (Military Intelligence, Section 5 : organisme de contre-espionnage militaire chargé de la sécurité intérieure) dans les années '40-'50.

⁴ Les britanniques qui avaient commencé le soutien aux Saoud en 1915 pour affaiblir l'Empire ottoman en guerre aux coté des Allemands, continuent après-guerre pour faire pression sur l'Egypte et l'Irak. Les révoltes populistes et nationalistes des années '25 et la montée de mouvements communistes en Palestine et Irak les obligent à concentrer leurs forces au Moyen-Orient et à impliquer les USA.

⁵ Le titre de roi a été choisi par Abdelaziz en 1932 pour rendre son pouvoir intelligible par les puissances occidentales et leurs opinions. Il soulève des interrogations, voire un rejet, dans les milieux conservateurs et cléricaux arabes.

radio, le téléphone, l'avion et l'image sont présentés comme « des outils dont l'utilisation en conformité avec les principes de l'islam permet de faire le bien ».



Pour rassurer les tribus qu'il a soumises et unifiées, le roi confirme la règle de la transmission adelphique du pouvoir (entre frères d'une même génération et d'oncle à neveu lors du passage d'une génération). Ce point rassure les branches de la famille Al Saoud car il assure que chacune aura sa période d'exercice du pouvoir ; en attendant son tour, il suffit de s'enrichir et de renouveler les allégeances au fur et à mesure que l'on se rapproche du cœur du pouvoir.

Le **14 février 1945**, Franklin D. Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta à bord du croiseur de bataille USS Quincy, rencontre le Roi Abdelaziz, sans en avoir averti ses alliés⁶. Un pacte, toujours valide, est convenu : protection militaire américaine à la dynastie et au royaume saoudien et accompagnement du royaume pour son insertion dans le nouvel ordre mondial d'après-guerre⁷, en échange d'une fourniture privilégiée du pétrole aux USA et de son exploitation par l'ARAMCO. En 1950, un accord entre le gouvernement et l'ARAMCO convient d'un partage à 50-50% des bénéfices d'exploitation du pétrole puis du gaz.

Cette alliance prendra une dimension accrue à mesure que la guerre froide cristallise les influences des deux blocs, notamment le soutien de l'Union Soviétique aux nationalistes arabes et aux mouvements de décolonisation. Parallèlement, le développement de la puissance économique américaine et ses politiques d'interventions militaires imposent un lien toujours plus étroit avec l'Arabie, assurant non seulement le volume, mais aussi le prix du pétrole livré en priorité aux USA et, sous certaines conditions, à leurs alliés.

En 1953, le Roi Abdelaziz meurt laissant la couronne à Saoud, son fils aîné de la branche des Sudeiry ; celui-ci est destitué par son frère Fayçal qui règne de 1964 à 75. Les six rois qui se sont succédés depuis 1953 sont tous des descendants directs d'Abdelaziz et de son épouse Hassa Bint Al-Sudeiry, jusqu'à Salman reconnu roi par la convention des oulémas et des princes en janvier 2015.

4 : Un système économique et social à bout de souffle

Le royaume saoudien s'est développé suivant trois principes :

✓ *Le pays et les richesses qu'il génère sont la propriété personnelle de la dynastie.*

Dès lors, l'art du gouvernement est d'assurer le meilleur rendement à l'économie du pays et de mettre en place le système le plus avantageux de répartition de la manne entre les membres de la famille royale.

Deux systèmes assurent cette répartition : La transmission adelphique du pouvoir et la hiérarchisation des castes ; celle-ci dépend du lien de descendance plus ou moins direct avec le

⁶ La rencontre a lieu à bord de l'USS Quincy (navire CA-71) dans un espace aménagé sur le pont au pied d'une tourelle de deux canons de calibre 140 mm, sur le Grand Lac Amer du canal de Suez, en territoire égyptien.

⁷ Dès 1946, l'Arabie Saoudite devient membre de l'ONU puis, en 1957, des institutions annexes comme le FMI et la Banque mondiale. La sécurisation de l'approvisionnement en pétrole saoudien permet aux US de développer leur politique d'importation systématique de pétrole pour la couverture de leurs besoins, afin de conserver leurs propres ressources d'hydrocarbures comme réserves stratégiques.

fondateur (Abdelaziz Ibn Al-Saoud), du rang de la mère (tribu d'origine, au 1er rang les Al-Sudeiry, et du statut de la mère : épouse, favorite, maitresse) ;

- ✓ *Les membres de la famille royale sont inactifs* et entretenus par l'Etat selon un niveau qui reflète leur rang.

Dès lors, la caste royale s'entoure de grandes familles bourgeoises dont la fonction est de gérer le pays et de produire la richesse globale.

Ces grandes familles ne sont pas nécessairement saoudiennes, les origines principales étant le Yémen et le Liban ; elles se spécialisent dans le commerce, l'immobilier, les armes (famille Khashoggi), la construction et l'hôtellerie (famille Hariri, avec Saudi Oger) ; le génie civil et les télécom (Saudi Bin Laden Group), la finance (famille Khalid Bin Mahfouz), la pétrochimie et l'aluminium (famille Mareid Bin Mahfouz), l'équipement industriel (famille Al-Tuwaijri), etc.

Ces groupes commerciaux sont souvent conseillés par des bureaux d'étude et de conseil US. Leurs activités sont assurées de la concurrence extérieure car, selon la loi, tout investisseur ou commerçant étranger doit être introduit par un partenaire local ; une entreprise locale est alors créée avec l'intervenant étranger qui reste minoritaire.

Le niveau inférieur de l'activité économique est réalisé par des immigrés salariés, provenant par cercles du monde arabe puis de l'Asie musulmane⁸.

- ✓ *Culture de la rente* : comme dans beaucoup de sociétés féodales, la richesse se matérialise par la possession foncière.

Les membres de famille royale rivalisent de spéculations immobilières et de possessions ostentatoires reflétant leur évolution statutaire dans la hiérarchie du pouvoir. Pour exemple, l'une des premières acquisitions de Mohamed Ben Salman (MBS) après sa désignation comme prince héritier en Avril 2015 a été l'acquisition du château de Louveciennes et sa rénovation (275 Md'€). Plus généralement, les grandes familles (royale ou d'affaires) ont une prédilection pour les investissements dans l'industrie hôtelière ou du commerce de luxe en Europe ou aux Etats-Unis.

Cette mécanique bien rodée va s'étouffer en une quarantaine d'années (1976-2015) sous l'effet de trois facteurs, jusqu'à devenir quasiment ingérable et susciter l'élan de réformes violemment impulsé par le prince héritier MBS.

- ✓ *La démographie galopante* de la famille royale et de la population.

La famille royale atteint à présent quelque 10 000 membres, dont 3000 descendants directs, tous grassement stipendiés par le pouvoir. La population est passée de 6 millions en 1970 à 21 millions en 2000 et 33 millions en 2017, dont 11 millions d'immigrés maintenus dans la pauvreté et la précarité sociale. Cette situation conduit à des tensions générationnelles, culturelles et sociétales insoutenables⁹.

- ✓ *La transmission adelphique du pouvoir.*

Avec la dilatation démographique de chaque génération (le roi Abdelaziz a eu 79 enfants légitimes dont 47 fils et 11 princes royaux), la succession du pouvoir est extrêmement lente ; ce qui conduit à une gérontocratie ultra conservatrice régnant sur plusieurs niveaux de successeurs impatientes et en rivalité exacerbée. La seule réponse à l'instabilité congénitale du système est le contrôle

⁸ La précarité des immigrés n'est pas qu'économique ; ils peuvent faire l'objet d'exclusions arbitraires comme l'expulsion de 800 000 yéménites et le renvoi de 200 000 palestiniens après la première guerre du Golfe en 1993.

⁹ Les statistiques de développement économique et social de l'Arabie saoudite sont celles d'un pays émergent, malgré son immense richesse : 30% de la population est atteinte d'obésité, l'employabilité des femmes est de 18%, l'espérance de vie est courte (< 60 ans), le revenu moyen par habitant de l'ordre de 18 000 €/an, etc.

exacerbé des mœurs et de l'information. A l'heure d'internet et de la mobilité instantanée des images, ce système est condamné...

✓ *L'instabilité de la rente pétrolière.*

Jusqu'au choc pétrolier de 1973, la rente des hydrocarbures permet de financer l'Etat et de couvrir les besoins croissants d'équipement du pays, tout en assurant la rente des royaux et des hauts fonctionnaires. La majorité des saoudiens est cependant active.

De 1970 à 1976, la rente pétrolière bondit de 65 à 136 milliards de US\$/an et augmente jusqu'à 200 milliards au début des années '80 ; la manne est si abondante qu'elle permet la gratuité des besoins essentiels à tous les saoudiens, une rente à tous les fonctionnaires et l'hyper opulence à la caste des 30 000 royaux drogués à la rente et à l'oisiveté. Les 2/3 de la population, soit à présent 22 millions, sont dépendants d'un soutien financier du régime, l'emploi privé disparaît, l'emploi public se dilate à l'infini selon des critères de connivence, le fonctionnement matériel du pays échappe au contrôle des nationaux, même dans le secteur vital du pétrole¹⁰.

La succession des chocs pétroliers et l'instabilité des cours de 1986 à 2000, la concurrence de nouveaux producteurs (Russie, pétrole et gaz de schiste US), la crise mondiale de 2008 vont précipiter le déséquilibre des comptes saoudiens et l'impossibilité pour le régime de faire perdurer son système de financement de la population. A son arrivée au pouvoir (janvier 2015), le roi Salman trouve un pays en déficit budgétaire de 17% du PIB ; le trésor Saoudien est réduit à emprunter 18 milliards US\$ sur les marchés et à instituer la TVA. Sur le conseil de MBS, le roi Salmane se rend en Russie (octobre 2017) pour nouer une alliance avec Poutine afin de faire remonter le cours du pétrole qui passe au-dessus de 80 \$/baril en 2018.

2. LE POUVOIR SAOUDIEN, L'ISLAM ET LE TERRORISME

Comme tous les gouvernements de pays musulmans sunnites, les souverains d'Arabie Saoudite ont été confrontés à l'absence de structure de contrôle du clergé sunnite, tant dans sa formation que dans l'orientation du culte et l'interprétation des textes. Alors que les Etats arabes sous domination de l'empire ottoman créent l'institution du Grand Mufti au milieu du XIX^{ème} s., l'Arabie Saoudite crée un Conseil des (570) Oulémas dont le président est un descendant des Al Wahhab, Abdelaziz Cheick Al-Wahhab, qui devient l'interlocuteur du roi, lequel prend le titre de « Protecteur des deux mosquées ».

La relation du pouvoir saoudien avec l'Islam est marquée par le pacte avec le Wahhâbisme (1747) et par ses rapports contradictoires avec le salafisme prôné par les Frères Musulmans. Venus de Syrie et d'Irak dans les années '30-40, puis d'Egypte (après que le régime de Nasser les ait chassés en 1952), les Frères gagnent rapidement une influence notable en raison de leur rôle dans la mise en place de l'Etat et l'organisation de l'économie ; ils prônent un retour aux pratiques des premiers disciples du prophète (les « pieux ancêtres » ou *al-Salaf al-Şāliḥ*) et la « rééducation morale » de la communauté musulmane. On distingue trois principales mouvances dans le salafisme contemporain :

- ✓ le « quiétisme », refusant de s'impliquer dans la vie civique ou politique et se consacrant à l'éducation salafiste des musulmans ;

¹⁰ L'évolution des chocs pétroliers se reflète dans la structure capitaliste et la prise de contrôle des Saoudiens sur l'ARAMCO. En 1972, la compagnie est nationalisée par décret royal à 25%, puis à 60% en 1973 (guerre du Kippour) et progressivement à 100% en 1980. La totalité des recettes d'exportation revient au régime, seules les prestations des experts et des bureaux de conseil américains sont rémunérés. En 1988, l'ARAMCO perd toute référence aux intérêts américains pour (re)devenir la Saudia-Arab Oil Co. Pourtant, dans les années '90, la compagnie est opérée par des non saoudiens, principalement des américains.

- ✓ le « politique » qui aspire à guider sur l'organisation de l'Etat et de la société en conformité avec l'islam, mais tenant compte du monde contemporain ;
- ✓ le « djihadiste », qui prône l'action armée et utilise le salafisme comme une base idéologique pour justifier le terrorisme.

Les Frères musulmans sont d'abord très bien accueillis par le régime saoudien en raison de leur apport à l'organisation de l'Etat et de son économie ; le salafisme politique est jugé compatible avec le Wahhâbisme, y compris dans son acception radicale la **Sahwa** ou « renouveau islamique ». Le Roi Saoud puis le Roi Fayçal leur ouvrent l'université de Médine, sans voir le péril politique que l'association étroite du pouvoir avec un mouvement religieux susceptible de radicalisation peut représenter. Au contraire, dans l'esprit de Fayçal, cette association est doublement positive : elle permet de contrer, aux yeux de l'opinion saoudienne, le laïcisme athée des régimes nationalistes arabes et d'exercer un levier politique sur les oulémas wahhabites les plus conservateurs.

En effet, dès **1961**, le roi Saoud fonde l'Université de Médine, en réplique de l'université Al-Azhar du Caire, pour unifier la formation des religieux et exégètes saoudiens. Son successeur et le plus pieux des fils d'Abdelaziz, le Roi Fayçal (1964-75) amplifiera cette démarche en dotant le pays des institutions censées faire rayonner sur le monde musulman la pureté doctrinale de l'islam pratiquée par le royaume saoudien : Ligue islamique mondiale et Organisation de la Conférence Islamique (plus tard « Coopération Islamique »). Le but avoué de cette politique est de lutter contre le panarabisme nassérien et les doctrines politiques laïques comme le parti Baas s'établissant en Syrie et en Irak¹¹ qui dominent la Ligue des Etats arabes et enflamment les foules du Moyen Orient.

Après **les chocs pétroliers de 1974 et '76**, les moyens financiers de l'Arabie lui permettent de former largement des étudiants étrangers (d'Afrique principalement) en appui à sa politique d'exportation du Wahhâbisme. L'Université de Médine reçoit alors le sobriquet de « Université Lumumba du salafisme »¹² : plus de 30 000 étudiants étrangers seront ainsi formés et formeront, avec le financement de la construction de mosquées et d'écoles coraniques, le bras armé d'une stratégie d'influence dans le monde musulman et les communautés musulmanes du monde occidental.

Au total, il est estimé que cette politique aurait mobilisé quelque 5 à 8 milliards de US\$/an dans les années '85-2000 avant de se retourner contre Riyad avec la montée en puissance du terrorisme des après Guerres du Golfe¹³.

1979 intervient comme une année charnière, marquée par 3 événements qui continuent de façonner le terrorisme international et l'instabilité du Moyen Orient.

- ✓ La Révolution islamique en Iran porte au pouvoir le régime de l'ayatollah Khomeini et redonne espoir aux chiites dans leur ambition de rééquilibrer l'influence des sunnites sur le monde musulman. Pour renforcer son aura religieuse, le nouveau régime développe une propagande violemment antisémite¹⁴ et remet en cause le monopole saoudien sur les lieux saints de La Mecque et Médine.

¹¹ Dont ceux de Gamal Abdel Nasser (1956), de Hafez El-Assad (1971) et de Saddam Hussein (1979).

¹² Par référence à l'Université soviétique Patrice Lumumba, destinée à la formation des cadres africains.

¹³ Pierre Conessa, in Politique étrangère 3/2017, « Arabie Saoudite, faux ami ou vrai ennemi ? »

¹⁴ Paradoxe car, historiquement et doctrinalement, il n'y a pas de consubstantialité entre l'Islam et l'antisémitisme. Lorsque l'Islam sunnite se développe, et particulièrement le wahhabisme au 18ème siècle, le Moyen Orient est vide de toute population israélite (partie en Europe et au Maghreb) et la lutte s'exprime principalement contre deux « déviations » internes à l'islam : le soufisme sunnite (« islam doux » ou tolérant) et le chiisme. Pour l'islam, les autres religions sont impies et à ignorer ; elles peuvent même être tolérées (liens politiques et commerciaux, comme entre la France de François 1er et la Sublime Porte au 16ème siècle) tant

- ✓ L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS qui déclenche une opposition populaire appuyée sur un mouvement de radicalisation islamiste (les Talibans), bientôt soutenu par les USA.
- ✓ Enfin, le 20 novembre (1er Jour de l'an 1400 de l'hégire) intervient la prise d'otage massive à la Grande Mosquée de La Mecque par un commando islamiste sunnite de quelque 200 membres égyptiens et saoudiens, sous les ordres de Juhaiman al-Saif al-Otaibi, un ancien caporal de la Garde Nationale Saoudienne. Le commando prend 50.000 pèlerins en joue puis se renferme dans l'enceinte de la Mosquée autour de la Kaaba avec 130 otages.

L'origine sunnite et la proximité du pouvoir royal des membres du commando sont intolérables pour le régime ; ayant obtenu l'autorisation du Conseil des Ulémas d'utiliser la force dans ce lieu sacré (24 novembre), le Roi Khaled ordonne l'assaut par l'armée saoudienne puis la Garde nationale (GNS) ; les combats durent deux semaines, faisant 127 tués dans les rangs de la GNS et d'importantes destructions, en vain. Devant l'échec de ses armes, le Roi appelle la France au secours : le GIGN, envoyé sur place par VGE le 4 décembre, résout la crise en un assaut salvateur ; la reprise du terrain est effectuée par les forces saoudiennes ; bilan : 244 morts dont 118 des forces de l'ordre, des centaines de prisonniers, 63 exécutions capitales sans jugement, etc.

Cette crise est dévastatrice pour le pouvoir saoudien obligé de constater son impréparation, la faiblesse de ses protections et l'implication de familles proches du pouvoir comme les Al-Qatami (à laquelle appartenait le chef du commando) et les Bin Laden (dont les camions auraient livré les armes et le matériel des comploteurs dans l'enceinte de la mosquée), ainsi que membres de plusieurs tribus du Nedj. Face à ce délitement de son emprise politique dont il ne saisit pas encore l'ampleur, le pouvoir saoudien apporte une réponse classique : il radicalise son orthodoxie islamiste par un rapprochement avec le Conseil des Ulémas à qui il consent des pouvoirs accrus dans le contrôle de la vie civile, et prône une application littérale de la charia.

C'est également en 1979 qu'un fils cadet de la famille, **Oussama Bin Laden**, lance sa croisade contre le wahhâbisme puis s'engage auprès des Talibans pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan¹⁵. Pour fonder la légitimité de son action, il se rapproche d'un imam palestinien, **Abdallah Azzam**¹⁶, qui va devenir le théoricien du djihad militaire en introduisant l'obligation individuelle faite au croyant de prendre les armes dès lors que « l'impie a envahi une terre de l'islam ». Le djihad qui est défini par le Coran comme l'obligation morale du contrôle de soi par le croyant, devient une obligation concrète et individuelle : *chaque croyant a la responsabilité et dispose du jugement pour apporter la réponse et les moyens qu'il croit nécessaires afin de lutter contre l'impie.*

Au plan international, les Etats Unis et le régime saoudiens étant pris à partie par Khomeini lors d'une émission radiodiffusée le jour le même de la prise d'otage, il s'ensuit une vague impressionnante d'attentats contre les ambassades US au Pakistan et en Libye, et d'autres intérêts américains en Turquie, au Bangladesh, en Egypte et au Koweït. Le roi Khaled hésite à apporter ouvertement un soutien aux américains, mal acceptés socialement et considérés comme des incroyants par le clergé. Devant le désir d'une partie de la jeunesse saoudienne de compenser son oisiveté par un engagement

qu'elles ne portent pas atteinte aux intérêts des croyants musulmans auquel cas, il devient légitime de les combattre (Croisades chrétiennes du Moyen Age).

¹⁵ Sous l'influence d'Al-Qaïda, le mouvement des Talibans se proclamera « Emirats Islamiques d'Afghanistan » en septembre 1994 ; un précédent qui inspirera Daesch, lui-même partiellement issu de Al-Qaïda.

¹⁶ Abdallah Azzam, né à Jenine en 1941, imam palestinien, frère musulman djihadiste : militant du djihad palestinien dans les années '65-73, docteur en théologie de l'Université Al-Azhar du Caire (1973), enseignant aux Universités saoudiennes de Riyad et de Djeddah (1980-83); il proclamera la création d'Al Qaïda en 1987 et sera assassiné en novembre 1989 à Peshawar (les auteurs de l'attentat sont restés inconnus).

ou une sortie de l'Arabie, le roi autorise plus de 5000 jeunes saoudiens à s'engager en Afghanistan aux cotés des combattants antisoviétiques (Oussama Bin Laden sera un des premiers à utiliser cette possibilité) ; parallèlement, l'Arabie inonde les forces afghanes de moyens financiers et militaires (achetés aux américains). Sur la scène intérieure, cette politique est endossée par une fatwa du Conseil des Ulémas : « *les communistes sont des athées, nous les combattons pour des motifs religieux* », ce qui va entretenir la confusion dans l'opinion arabe autour du radicalisme islamique, Al Qaïda, l'engagement anticolonialiste et antioccidental.

Enfin, le Roi Khaled témoignera généreusement sa gratitude à la France : dès 1980, l'Arabie passe une importante commande de matériel militaire à la France ; en 1983, pour aider le 3ème gouvernement Mauroy à renflouer les comptes publics et permettre à la France et de passer « le tournant de la rigueur », l'Arabie consent à la France plusieurs prêts privés d'un total de 25 milliards de US\$¹⁷; ce montage curieux connu sous le nom « Opération Joséphine » avait pour but de ne pas faire apparaître ce renflouement financier dans la dette publique de la France, ce qui aurait été critiqué par le FMI.

1994 : invasion du Koweït par l'Irak et 1ère Guerre du Golfe. Les saoudiens autorisent (toujours avec l'assentiment du Conseil des Ulémas) les Américains à déployer une base militaire à partir des installations de l'ARAMCO à Dhahran sur la rive ouest du Golfe ; cependant, la tension s'accroît entre le pouvoir et les Ulémas lorsqu'ils réalisent qu'en pratique le combat mené par des impies contre une autre nation sunnite s'organise à partir du sol sacré de l'Arabie. Le Roi Khaled réprime cette opposition en s'attaquant d'abord aux Frères musulmans, puis aux opposants salafistes et à leurs orthodoxes Shawa. L'année 1994 se termine par une successions de rafles et d'emprisonnements sans procès ; 1995 s'ouvre sur des attentats salafistes menés contre les intérêts US à Damman et surtout à Riyad !

2001 : 11 septembre, attentat contre le WTC à New-York, plus de 3400 morts. Condamnation générale, réprobation contre le monde arabe. Cependant, les saoudiens résidents ou visiteurs aux USA sont discrètement exfiltrés en 48h et « la guerre contre l'axe du mal » décrétée par George Walker Bush n'inclut pas l'Arabie. Pour gage de bonne volonté, le ministre de l'intérieur saoudien, le Prince Nayef, déclenche une nouvelle vague de répression contre les salafistes et les restes des Frères musulmans. Cependant, dès le début du conflit, les USA cherchent une alternative aux bases saoudiennes considérablement développées en 1994 ; leur transfert au Qatar en 2003 sera un choc considérable pour le régime, brusquement confronté à sa solitude et sa vulnérabilité.

De fait, la manœuvre porte son fruit, le Roi Fahd deviendra un ardent soutien de la Guerre d'Irak.

2003-2011 : seconde Guerre du Golfe ou Guerre d'Irak (20.03.2003 – 18.12.2011). Enlèvement occidental au Moyen-Orient, mais aussi début d'une décennie de lutte avec les mouvements terroristes pour le pouvoir saoudien. Dès 2003, vague massive d'attentats d'Al-Qaïda contre les pays arabes (Arabie Saoudite - 300 morts à Riyad, Maroc – 200 morts à Casablanca, Tunisie, Egypte, Algérie, Irak, Turquie...), mais aussi occidentaux (Espagne, notamment avec l'attentat du 11 mars 2004 contre un train de banlieue en gare d'Atocha – 191 morts).

Le Roi Abdallah (parvenu au pouvoir en 2005) mobilise le Conseil des Ulémas et se lance dans une politique d'épuration de grande envergure (Universités, enseignement, bibliothèques, petit clergé, milieux chiites de la côte est, etc.) et tente une réconciliation avec les Frères musulmans dont il fait libérer certaines personnalités. Cette politique a des résultats contrastés : fuite à l'étranger de nombreux jeunes de bonne famille, pas d'ouverture des Frères musulmans, radicalisation du bas-clergé, des centaines de sympathisants saoudiens d'Al-Qaïda se réfugient au nord-Yémen.

¹⁷ Yvonnick Denoël, 1979 : « Guerres secrètes au Moyen-Orient », Nouveau Monde éd., 2011.

2011 : le Printemps arabe soulève un vent de panique à Riyad et le pouvoir tente une politique d'endiguement. En interne, la féroce répression des Frères musulmans et du clergé chiite de la côte sur le golfe (arrestation de l'ouléma Baqr al-Nimr appelant à une sécession de la province orientale) provoque de violentes émeutes ; la jeunesse sunnite crée une « coalition de la jeunesse libre » qui appelle à une journée de manifestation générale (journée de la colère) et utilise les réseaux sociaux sur le modèle de la jeunesse cairote. Roi depuis 2005, Abdallah comprend qu'il faut lâcher du lest et pratique une politique d'ouverture : distribution généreuse d'aide sociale au bas-clergé et financement de bourses d'études dans les pays occidentaux aux jeunes de bonne famille (tant qu'à les voir partir, autant contrôler où ils vont !) ; au total, 130 milliards US\$ sont dépensés en 2011. En externe, l'Arabie soutient les mouvements contrerévolutionnaires, en particulier en Egypte où l'Arabie facilite le retour du Maréchal Sissi au pouvoir¹⁸ et renfloue les finances publiques à hauteur de 12 milliards US\$ (achats de bons du Trésor, prêts à des entreprises publiques souvent dirigées par des cadres de l'armée, etc.) ; le roi Abdallah accorde également des soutiens financiers au roi de Jordanie pour faciliter l'octroi d'aides sociales et éviter d'accroître le déficit budgétaire déjà sous l'œil du FMI, créancier du régime hachémite.

2014 : Daech ou Etat Islamique (EI)¹⁹ proclame sa fondation le 24 juin 2014 avec l'objectif d'instituer un *califat islamiste arabe au Moyen Orient* dont l'Arabie saoudite serait « une province » après la déchéance du régime des Al-Saoud. **Abou Bakr al Baghdadi²⁰** proclame : « le régime saoudien est la tête du serpent occidental et des mécréants ».

Cette proclamation est un défi paradoxal pour l'Arabie, puisque al-Baghdadi se prévaut d'une lecture stricte des préceptes du wahhabisme et pose au pouvoir saoudien le défi d'une surenchère de pureté religieuse. Plus de 2000 jeunes saoudiens quitteront le pays pour rejoindre les rangs du nouveau califat. Par nature, il est difficile d'estimer la part des financements « privés » apportés par la société civile saoudienne (grandes familles commerçantes ou financières, fondations pieuses, ONG) à Al-Qaïda, Daech et, plus largement, aux mouvements terroristes. Outre les fonds publics du royaume aux mosquées et ONG caritatives qui ont été détournés pour alimenter des mouvements ou organisations terroristes, les publications de Wikileaks sur ce sujet en 2010, « les « *Saudi Cables* »²¹, suggèrent que les donateurs privés saoudiens, koweïtis et émiriens ont été une source régulière de groupes terroristes sunnites, d'abord palestiniens (Hamas), puis globaux dans des proportions évaluées en centaines de millions d'US\$ par an. Les motivations des donateurs sont, le plus souvent, de tenter de

¹⁸ Début juillet 2013, l'Arabie, le Koweït et les Emirats apportent ouvertement leur soutien au Maréchal Fattah al-Sissi, commandant en chef de l'armée égyptienne. Destitution de Mohamed Morsi (Frère musulman) le 13 juillet 2013, nouvelle Constitution en janvier 2014, élection présidentielle le 28 mai 2014.

¹⁹ L'Etat Islamique arabe s'est constituée en organisation terroriste militaire depuis 2012 en Irak avec l'appui des agents sunnites de l'ex-administration de Saddam Hussein et s'est financée par la contrebande de pétrole irakien soumis à embargo international ; du point de vue religieux, l'EI se réclame des doctrines religieuses d'Al-Wahhab et prône le rejet des salafismes quiétiste et politique.

²⁰ Ibrahim Awwad al-Badri al-Sammarai, dit ... : djihadiste irakien, né le 28.07.1971, suicidé le 27.10.2019 lors d'une attaque US à Baricha, au nord-ouest syrien. Membre d'Al-Qaïda en Irak, il avait été fait prisonnier par les forces US pendant la 2^{de} guerre du Golfe et détenu parmi les 26000 prisonniers du "Camp Bucca" au port d'Um-Qasr (Irak), dont il est relâché en 2009 lors de la fermeture de la prison pour conversion en pôle logistique pétrolier.

En 2010, il succède à Abou Omar al-Baghdadi à la tête de l'EI en Irak ; après avoir rompu avec Al-Qaïda (2013), il s'auto-proclame « calife de l'EI au Moyen Orient et Commandeur des musulmans » sous le nom d'Ibrahim, mais n'obtient pas la reconnaissance des groupes radicaux salafistes, ni des principales autorités musulmanes. La proclamation de l'EI en Irak et Syrie (29.06.2014) lui attire cependant l'allégeance de plusieurs mouvements salafistes djihadistes dans le monde. Son aura tenait beaucoup à son expérience militaire plus qu'à ses connaissances religieuses.

²¹ Gilles Paris in « Le Monde », 5 décembre 2010 : « Des donateurs privés saoudiens financent le terrorisme ».

se dédouaner de leur immense richesse et de prouver leur pureté religieuse. Les *Saudi Cables* ont également fait ressortir le désarroi des autorités du royaume face à la montée de ce terrorisme global et l'expansion de l'influence chiite ; la riposte reste toujours la même : renforcement du discours religieux wahhabite et de l'affirmation de la légitimité religieuse de la dynastie, contrôle accru sur le personnel religieux, répression des chiïtes et dissidents, augmentation des bourses aux étudiants en quête de savoirs et d'ouverture sur l'extérieur.

En janvier 2015, Le Roi Abdallah décède laissant le pouvoir à son frère Salman, âgé de 79 ans : au cours de l'année, 15 attentats revendiqués par Daech interviennent sur le sol saoudien. Le nouveau souverain déclenche une répression massive des milieux salafistes et djihadistes, entraînant 47 exécutions capitales en public, l'emprisonnement de nombreux membres du clergé et une nouvelle vague d'exils au Yémen du nord où les combattants de Daech font jonction avec les anciens d'Al-Qaïda²². De ce réduit émane alors une violente propagande anti-Salman et son fils MBS (Mohamed Ben Salman) ; en mars 2015, MBS alors ministre de la guerre d'Arabie déclenche l'opération « **Tempête décisive** » au Yémen avec le soutien d'une coalition sunnite composée des Emirats arabes unis (EAU), du pouvoir légal du Yémen et de diverses milices sunnites de la région (cf. infra 3-3).

Parallèlement, la répression s'intensifie en 2016-18 avec le fléchissement de Daech en Irak et les retours des djihadistes en Arabie (environ 4000, dont 700 seront soumis à un « programme de déradicalisation ») ; une partie de ces djihadistes, probablement près de 2000, s'exile au Yémen pour échapper à la répression en Arabie où ils viennent grossir les rangs de Daech ou d'Al-Qaïda.

3. « MBS » UN AMBITIEUX AU POUVOIR :

Lorsqu'il accède au pouvoir en janvier 2015, Salman Ben Abdelaziz Al-Saoud est le 7ème Roi d'Arabie Saoudite ; il est le 9ème fils du roi fondateur de la dynastie et le 6ème fils de la Reine Hassa Bint Ahmed Al-Sudeiry, épouse favorite et mère de tous les rois ayant succédé à Abdelaziz. Bien que bénéficiaire de la règle de transmission adelphique du pouvoir, son premier soin est d'abolir ce principe qu'il considère comme la principale cause de la dégénérescence du système monarchique saoudien (cf. supra 1-4) ; il désigne deux héritiers : son neveu Mohamed Ben Nayef (MBN) âgé de 56 ans, fils de son demi-frère le prince Nayef, et Mohamed Ben Salman (MBS), 29 ans, son 7ème fils et enfant de sa 3ème et favorite épouse.

Le système mis en place repose sur une partition des pouvoirs entre MBN, nommé Ministre de l'intérieur, censé être le tuteur politique de MBS, lequel est investi des postes de Ministre de la Défense et de Président du Conseil de développement économique du Royaume. MBS s'appuie sur les conseils d'un des proches amis de MBN, Mohamed Ben Zayed Al-Nyam (MBZ), 57 ans, Ministre de la Défense des Emirats Arabes Unis, dont les principes directeurs sont simples : éviter la pratique démocratique à l'occidentale, restreindre l'accès du peuple à la participation au processus politique, contrôler la liberté d'expression. Ce duopole MBN/MBS tiendra deux ans : le 21 juin 2017, MBN fera publiquement allégeance à MBS au cours d'une cérémonie religieuse retransmise à la télévision. Dès lors MBS devient l'unique héritier politique du Roi Salman et, de facto, l'homme fort du pouvoir.

MBS n'était pas dans la ligne de succession au pouvoir ; il a reçu une formation universitaire limitée (études de Droit à l'Université de Riyad) et a été surtout éduqué par son père ; il n'est jamais sorti

²² Devenue localement AQPA (Al-Qaïda en Péninsule Arabique) ou Ansar al-Charia. AQPA revendiquera l'attentat à Paris contre Charlie Hebdo du 15 janvier 2015.

d'Arabie Saoudite, est d'un tempérament autoritaire et explosif mais se révèle un manouvrier intelligent, audacieux et optimiste. Il arrive au pouvoir avec la conviction qu'il faut radicalement changer la société saoudienne : prendre de l'autonomie envers le pouvoir religieux et refonder son économie pour anticiper l'épuisement de la rente pétrolière, créer de l'emploi et favoriser l'épanouissement personnel au plus grand nombre. Selon MBS : « *Il faut donner de l'air à la société avant qu'elle n'explose !* »

Plus largement, MBS fait le pari que, dans un monde globalisé, individualiste et en compétition permanente, il faut refonder la légitimité du pouvoir saoudien sur un autre diptyque que l'alliance de la dynastie avec l'islam wahhabite et l'allégeance tribale à la famille royale. Mélangeant populisme et nationalisme, MBS se propose de forger l'assise de son pouvoir sur la définition d'une identité nationale et son incarnation dans le principe régalien et la personne du roi. Rien de très neuf dans tout cela...

1. La « Vision 2030 »

Fruit de consultations de cabinets de conseil américains (dont ceux ayant façonné la campagne de Donald Trump en 2015/16) et de Nigel John Oakes, fondateur du cabinet britannique SCL Group (« Strategic Communication Laboratories », rendu célèbre par les agissements de sa sulfureuse filiale « Cambridge Analytica »), la Vision 2030 n'est pas un dessein de démocratisation de la société, mais un projet de réforme en profondeur du système économique et de l'organisation sociale. Selon le mot de MBS fidèle aux préceptes de MBZ : « aucun espace politique ne sera ouvert au citoyen ».

La Vision poursuit plusieurs objectifs :

- ✓ Restaurer une culture du travail et remettre à l'emploi les 70% de jeunes saoudiens inactifs ; en particulier, rendre actifs les jeunes diplômés (seuls 18% des diplômés universitaires ont un emploi), et les femmes (qui représentent 60% des diplômés, fruit de la politique d'émancipation féminine du Roi Fayçal dans les années '70) ;
- ✓ Créer des conditions propices à l'emploi privé et favoriser la diversification de l'économie ; secteurs prioritaires : nucléaire civil (pour préparer l'autonomie énergétique) ; énergies renouvelables (d'où la création d'ACWA Power qui subventionne des projets d'ER à l'étranger - par ex. au Maroc - afin de se constituer une expérience technique et managériale) ; nouvelles technologies (projet de smart city et cité balnéaire NEOM sur la Mer Rouge à la frontière jordanienne : 26000 km² pour un budget envisagé de 500 Md \$) ; tourisme international (développement du site nabatéen de al-Ula, projet « La Mecque sécularisée ») ;
- ✓ Limiter l'emprise religieuse sur l'éducation et le contrôle social ; la pédagogie récitatrice et la réflexion exégétique sont perçus par MBS comme des freins puissants au développement de l'initiative et de la responsabilité individuelle ;
- ✓ Assouplir le carcan social pour faire accepter le contrôle politique et les limitations à la liberté d'expression. Dans cet esprit, le régime accorde aux femmes des formes de valorisation pour éviter leur radicalisation ou leur fuite à l'étranger : autorisation de conduire, de pratiquer des sports (football, judo), d'assister seules à des spectacles, etc. Sur la même ligne, les autorisations de spectacles sont libéralisées (concerts Hard Rock, Heavy Metal, etc.) et les pouvoirs de la police religieuse sont restreints en matière de répression des atteintes aux bonnes mœurs (obligation de constater par écrit et de justifier l'infraction, contrôle du juge laïc).

2. Un marketing musclé

Le projet Vision 2030 est rendu public en octobre 2017 lors du « **1er Davos du Désert** », organisé à grands frais et avec la participation des meilleures officines de communication occidentales orchestrées par Richard Attias, au complexe hôtelier « Ritz-Carlton » de Ryad : 3500 participants dont Tony Blair, Christine Lagarde, le gotha de la finance internationale (JP Morgan, SoftBank, Blackrock, Blackstone, Amundi, etc.) et des grandes entreprises (Total, Alcoa, Virgin Galactic, etc.), ainsi que les grandes familles saoudiennes et du Moyen Orient. MBS y décrit sa vision de la modernisation de l'Arabie et expose ses intentions : « *renouer avec l'islam modéré des origines, ouvert sur les autres religions* », « *nous n'allons pas gâcher 30 ans de nos vies à composer avec des idées extrémistes. Nous allons les éradiquer maintenant !* »²³. Il annonce également le lancement d'un "Public Investment Fund" chargé de gérer les prises de participations étrangères dans les entreprises saoudiennes incarnant les objectifs de Vision 2030, ainsi que la relance de sa fondation MISK²⁴, qui sera désormais chargée d'accompagner Vision 2030, notamment en gérant des partenariats avec des entreprises occidentales (la première étant General Electric, puis Google, puis le MIT Media Lab).

Le bilan de cette réunion demeure mitigé : d'un côté MBS est projeté sur la scène internationale et plutôt jugé convaincant ; de l'autre, les promesses d'engagements financiers sont inférieures aux attentes (chiffrées à plus de 500 milliards de US\$), tandis que l'opinion des milieux conservateurs saoudiens se déclare hostile à ces changements radicaux.

C'est sans doute pourquoi le 4 novembre 2017, MBS lance « **la rafle du Ritz-Carlton** » en faisant arrêter 381 personnalités de la famille royale, des digitaires du régime et des chefs des grandes familles bourgeoises ; elles seront enfermées pendant 3 mois dans ce gigantesque complexe hôtelier de plus de 400 chambres, sous l'accusation de corruption et de fuite frauduleuse de capitaux. Les transactions avec les détenus, menées par le Procureur général du royaume Cheik Saoud al-Mojeb, permettront de lever pour 120 milliards de US\$ d'amendes et de « contributions financières volontaires », soit 18% du PIB saoudien (et 20 milliards de plus qu'attendu). En outre, les membres de la famille royale et les hauts fonctionnaires acceptent « volontairement » une diminution de 15% de leurs allocations²⁵. Cette opération est donc un succès financier mais porteuse de difficultés à long terme : après la peur, elle nourrit la rancune des dignitaires royaux spoliés, tandis que l'image internationale de MBS est fortement écornée auprès des milieux financiers et diplomatiques internationaux.

Fin janvier 2018 se tient le **World Economic Forum** de Davos où la délégation saoudienne, pilotée par MBS en personne, tente de reconquérir le terrain perdu par la purge du Ritz-Carlton en arguant qu'il fallait « une thérapie de choc pour écarter toute obstruction des milieux conservateurs ». Cependant, le doute persiste et les observateurs font remarquer que le jeu n'en valait pas la chandelle, une infime augmentation du prix du pétrole ayant pu obtenir le même rendement. Coïncidence, les derniers détenus d'importance au Ritz sont libérés le lendemain de la clôture du Forum de Davos.

²³ Isabelle Couet in « Les Echos », 27 octobre 2017

²⁴ Créée en 2011 alors qu'il était Gouverneur de Ryad, pour accompagner la dynamisation de la jeunesse saoudienne.

²⁵ La purge du Ritz-Carlton allait, en fait, plus loin qu'une spectaculaire opération anticorruption et de levée de fonds ; il s'agissait de signifier aux membres de la famille royale que leur immunité était caduque et que le système adelphique avait vécu. Ainsi la purge a-t-elle particulièrement visé les enfants du précédent roi Abdallah, mort en janvier 2015, qui auraient pu prétendre au trône à la mort du roi Salman (alors âgé de 82 ans) et donc écarter MBS. Onze princes ont ainsi été arrêtés en janvier-février 2018, dont les 5 fils du roi Abdallah qui ont dû rendre leurs postes, dont celui de général de la Garde Nationale (80000 hommes) détenu par le prince Mitaeb. En outre, les descendants du roi Abdallah ont renoncé à la Fondation de leur père qui gérait les donations qu'il avait faite à la trentaine de ses enfants : 340 millions de US\$ par fils et 200 millions US\$ par fille...

Le prince annonce également les grandes lignes du financement de Vision 2030, côté saoudien : utilisation des « engagements » du Ritz-Carlton (120 milliards US\$), affectation de 10 à 15% du budget du royaume (soit 20 milliards US\$/an), implication des entreprises publiques saoudiennes et, surtout, privatisation de l'ARAMCO à hauteur de 5% de son capital évalué au prix ahurissant de 2000 milliards d'US\$, soit 100 milliards attendus²⁶.

Le prince décide alors une **vaste opération de communication internationale** pour imposer une narration positive de ses volontés de réforme et de libéralisation économique. Il commence, à partir de février 2018, par plusieurs interviews à des médias de premier plan américains (Washington Post, New-York Times, CBS News), puis il réalise une vaste tournée diplomatique et d'affaires incluant Washington, Los Angeles, Seattle, Boston, Londres²⁷, Paris et Madrid. A l'occasion de ces déplacements il tient des rencontres sur place avec des chefs d'entreprises : Bill Gates, Rupert Murdoch, Morgan Freeman, Lloyd Blankfein (Goldmann Sachs), Michael Bloomberg, Stephen Schwarzman (Blackstone), Satya Nazella (Microsoft), Jeff Bezos, ou des personnalités politiques : Bill Clinton, C. Lagarde, Antonio Guterres, etc.

Tous ces efforts vont se trouver largement discrédités par **l'Affaire Jamal Khashoggi**, sauvagement assassiné au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, Turquie, le 2 octobre 2018.

Né en 1958 à Médine, Jamal Khashoggi est issu d'une puissante famille d'origine ottomane installée à Djeddah, très proche du pouvoir saoudien ; son père est à la tête d'un conglomérat d'entreprises (commerce, bâtiment et immobilier) et est l'intermédiaire spécialisé dans le négoce des armements pour le régime. Jamal a été élevé dans le sérail et a développé sa carrière dans la presse : il a ainsi dirigé plusieurs titres dont al-Watan (2007-10) puis la chaîne de télévision Al-Arab News, à Bahreïn (2011). Outre son travail de journaliste, il est régulièrement employé par le prince Turki al-Fayçal, chef de services secrets, dans les années '80 à 2000, notamment pour suivre les activités d'Oussama Ben-Laden en Afghanistan (à la fin des années '70, Jamal Khashoggi avait sympathisé avec Ben-Laden et la cause de la résistance afghane contre l'invasion soviétique).

En 2015, il prend des positions peu favorables à MBS, puis entre en dissidence en 2017 critiquant fermement l'intervention au Yémen et l'autocratie du prince héritier. Il s'exile à Londres et partage ses activités d'éditorialiste et de chroniqueur entre New-York, Londres. Plusieurs fois mis en garde par le pouvoir, directement ou indirectement, il maintient ses positions et amplifie ses critiques, jusqu'à ce que les services secrets passent à l'acte à la faveur de démarches administratives qu'il devait réaliser au Consulat à Istanbul pour obtenir des documents nécessaires à un projet matrimonial.

Les enquêtes turques et les positions changeantes du pouvoir saoudien en réponse à l'émotion internationale établissent assez certainement que l'assassinat était prémédité et avait été sinon ordonné, du moins approuvé sur les plus hautes marches du pouvoir. Ce cynisme et l'absence de considération pour l'opinion internationale lors de la décision illustrent combien MBS et les organes de son pouvoir sont en décalage avec les attentes de respectabilité qu'escomptent les milieux financiers et d'affaires courtisés pour réaliser Vision 2030.

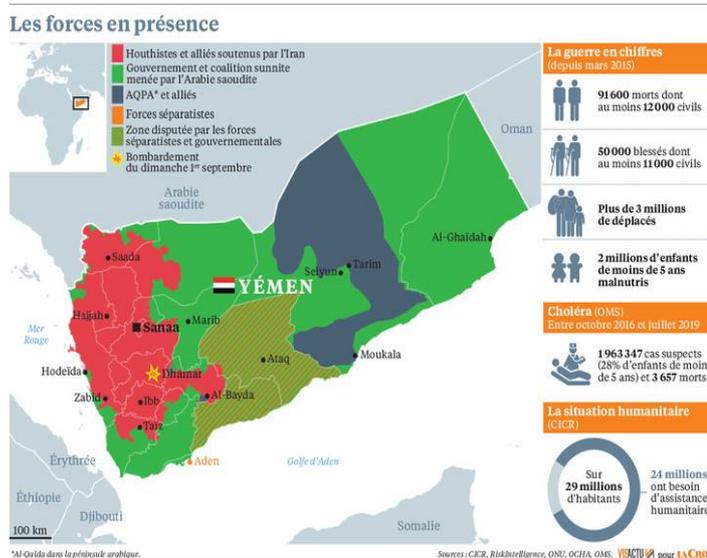
²⁶ Après un engouement des principales places mondiales pour cette privatisation (annoncée pour fin 2018), l'opération sera plusieurs fois reportée en raison des difficultés juridiques et, surtout, des agissements musclés du régime. Finalement, l'opération sera lancée au début décembre 2019 : le succès sera loin des attentes, reflétant le discrédit de MBS dans les milieux institutionnels et financiers internationaux : l'opération ne rapportera que 29,4 milliards US\$ (soit 30% du montant escompté), et les principales places de marché occidentales ont refusé de coter la valeur qui n'est inscrite qu'à la bourse de Ryad.

²⁷ Où les réseaux d'affichage lumineux ont été loués pour montrer le portrait de MBS accolé au slogan : « il ouvre l'Arabie sur le Monde »

3. La guerre au Yémen

La guerre au Yémen et ses nombreuses ampliations est une autre illustration des défaillances du système de MBS : impulsivité, absence de vision de long terme, accumulation de décisions brutales.

Pays densément peuplé (29 millions d'habitants), occupant une situation stratégique au sud-ouest de la péninsule, le Yémen entretient depuis toujours une relation de dépendance conflictuelle avec son grand voisin : promontoire contrôlant le trafic pétrolier vers le canal de Suez par le détroit de Bal-el Mandeb²⁸ à l'entrée de la Mer Rouge, porte de l'Afrique orientale et poumon commercial avec ses deux ports d'Aden et d'Hodeïda mais aussi plateforme de tous les trafics, réservoir de main d'œuvre à bas coût pour l'économie saoudienne ; le pays est endémiquement instable car traversé par de nombreuses rivalités tribales, religieuses, territoriales et culturelles entre le nord-ouest, le centre et le sud.



Officiellement constitué dans les années '30 sous l'influence de St. John Philby qui organise la présence coloniale anglaise à Aden, le pays a connu deux longues guerres civiles de 1962 à 1990 et de 1994 à 2005, entrecoupées d'une brève réunification en 1990. La guerre civile déclenchée en 1994 par les tribus chiites Houthis des hauts plateaux du nord-ouest contre le pouvoir sunnite de la capitale Sanaa est longtemps de nature essentiellement tribale et limitée. Elle prend de l'importance avec le soutien militaire de l'Iran aux Houthis, déclenchant par réaction l'intervention de l'Arabie aux côtés de Sanaa. L'effervescence du Printemps Arabe (2011) donne à l'affrontement une dimension politique entre progressistes et conservateurs ; à partir de juillet 2014, le pays bascule dans le chaos lorsque les Houtistes s'emparent de Sanaa puis d'Aden, repoussant le gouvernement et les milices pro-saoudiennes, sans parvenir à établir un pouvoir politique capable d'assurer le gouvernement des territoires conquis et de subvenir aux besoins des populations.

Parallèlement, la rupture entre Al-Qaïda et Daech entraîne une première vague de repli des djihadistes d'Al-Qaïda, suivie par une seconde vague de djihadistes de Daech en conséquence des succès de la coalition internationale en Irak et Syrie ; ceux-ci occupent le centre-est du pays et déclenchent une violente propagande anti-Salman. Ne pouvant tolérer un tel foyer d'agitation dans son arrière-cour, MBS déclenchait une répression politique en interne (février 2015) et l'opération « Tempête décisive » au Yémen (22 mars 2015).

La coalition : à l'origine, la coalition se compose de l'Arabie, les Emirats Arabes Unis, Bahreïn, la Jordanie, l'Egypte, le Soudan, le Maroc (bombardements de mars à mai 2015, soutien logistique par la suite jusqu'en février 2019), le Qatar (jusqu'en juin 2017) et une coalition hétéroclite de milices

²⁸ Littéralement « la porte des lamentations » en arabe.

sunnites pro-gouvernementales et sud-Yémen. De plus, la Turquie et 4 nations africaines à majorité musulmane (Sénégal, Mauritanie, Somalie et Djibouti) affirmaient leur soutien politique.

Les opérations : elles sont conduites a) par l'Arabie, sous commandement de MBS, pour les bombardements aériens et le blocus aérien de la zone contrôlée par les Houthis (à l'ouest) et b) par les Emirats, sous commandement de MBZ, pour les opérations terrestres depuis le sud de l'Arabie vers l'ouest, visant à la reconquête du rivage, du port d'Aden et du centre du pays, ainsi qu'à la mise en place d'un blocus maritime des Houthis et au contrôle du trafic maritime entre le Golfe, l'Océan Indien et le canal de Suez.

Cette approche reconnaît aux Emirats un avantage stratégique important (la responsabilité du contrôle du trafic pétrolier), ce qui n'est pas sans susciter des tensions entre les deux principaux alliés. Cependant, l'union des deux protagonistes MBS et MBZ est assurée par le rejet de l'Iran et l'enjeu partagé de maîtriser les voies du trafic pétrolier ; en outre, l'Arabie se satisfait que les émiriens assument les pertes humaines les plus importantes.

Le bilan après 4 années de conflit est catastrophique : une guerre technologique très coûteuse (1 milliard de US\$ par mois pour les opérations aériennes, 600.000 US\$/mois pour les actions terrestres) mais aucune avancée significative sur le terrain permettant d'augurer soit d'une conquête décisive, ou d'une solution politique. Une coalition qui s'est rapidement réduite au tandem Arabie/Emirats.

En revanche, un bilan humanitaire épouvantable : 10.000 morts, 24 millions de dépendants à l'aide humanitaire internationale : 3 millions de personnes déplacées, 8 millions de malnutris et des épidémies de choléra et de diphtérie.

Le blocus maritime des Houthis entraîne le déclenchement d'une guérilla attaquant les tankers dans le Golfe et en mer Rouge, avec le soutien accru de l'Iran.

L'internationalisation du conflit : elle rampante et inofficielle, mais réelle.

Iran/Hezbollah : formation et professionnalisation des combattants Houthis, livraison d'armes, contrebande via le port d'Hodeïda ; appui à la guérilla sur les tankers.

USA : aide à la localisation des cibles (par drones et satellites) et guidage des avions saoudiens ; présence de Béréts Verts sur le terrain ; coordination du commandement aérien de la coalition par un général de l'US Air Force.

Appui à la formation des cadres de la Garde nationale émirienne par des mercenaires australiens.

Armement français aux Emirats (char Leclerc, missiles) et à l'Arabie (missiles et bombes laser).

Armement américain aux Emirats et à l'Arabie.

Face à l'impasse de ce conflit, MBS a, à deux reprises, tenté d'en changer les paramètres politiques par la force.

La rupture avec le Qatar (juin 2017) : l'Arabie et le Qatar, petite principauté de 300.000 habitants aux ressources d'hydrocarbures et financières infinies, entretiennent depuis toujours des rapports tendus : « la guerre du tigre et de l'éléphant » selon le mot d'Ho-Chi Minh. L'Arabie reproche à son voisin de prôner une version moins rigoureuse du Wahhabisme (qui refuse la ségrégation des sexes et l'application littérale de la Charia), de soutenir les Frères musulmans et d'appuyer leur politique de noyautage des mouvements islamistes dans le monde arabe et les pays occidentaux²⁹, d'accepter en exil des membres du Hamas palestinien et d'avoir une politique d'ouverture à l'égard du Hezbollah et,

²⁹ A travers l'ONG Qatar Charity, notamment. Voir « Qatar Papers » de Georges Malbrunot et Christian Chesnot, Michel Lafont ed., 2019

surtout, d'exercer une politique d'influence sur le monde sunnite avec, notamment, le média audiovisuel Al-Jazeera (27 millions d'auditeurs) et les réseaux sociaux.

Mieux perçu dans les cours et les opinions occidentaux que l'Arabie, l'émirat pratique une organisation sociétale moins stricte que celle de Riyad, ce qui lui permet de critiquer ouvertement la dynastie saoudienne et sa légitimité religieuse. Enfin, le Qatar est dirigé par un jeune émir de 38 ans, Tamim, qui rivalise avec MBS dans son ambition d'incarner une référence pour la jeunesse arabe et ne ménage aucun effort à cette fin, par ex. en obtenant l'organisation de la Coupe du Monde de football à Doha pour 2022.

L'occasion d'un conflit ouvert est donnée lorsqu'en avril 2017, un groupe de 26 princes et hautes personnalités qataries et émiriennes est pris en otage par une milice chiite pro-iranienne, lors d'une chasse au faucon en Irak. Après une négociation de 3 mois menée par Doha, le groupe est libéré contre une rançon de 300 millions de US\$. Aussitôt Riyad déclenche une guerre médiatique accusant Doha de financer indirectement le terrorisme ; en juin, MBS enrôle les Emirats, l'Egypte et Bahreïn dans une "coalition" prononçant le blocus commercial et la rupture des relations diplomatiques avec le Qatar. Immédiatement Doha se retire de la coalition du conflit au Yémen et l'émir rameute ses alliés pour démontrer qu'il est toujours dans le jeu international. Pour ce faire l'émir Tamim utilise ses ressources financières *larga manu* pour signer des contrats d'armement avec l'occident : 11 milliards d'€ pour l'achat de Rafales à la France, 12 milliards d'US\$ pour l'achat de F-15 américains et 5,5 milliards US\$ pour des Typhons britanniques³⁰. La force aérienne du Qatar est septuplée et les représentations occidentales pleuvent sur Riyad condamnant sa manœuvre : échec de la tentative de MBS.

La rivalité entre les deux princes aux égos surdimensionnés n'en reste pas moins très vive ; on la retrouve dans les options des deux pays dans le conflit libyen : Doha affiche son soutien au « gouvernement légal de coalition » de Fayez el-Saraj, reconnu par les Nations Unies, tandis que Riyad prend le parti du Général Haftar³¹.

L'affaire Saad Hariri (novembre 2017) : autre exemple des tentatives de MBS pour infléchir les paramètres du conflit au Yémen, la séquestration du Premier Ministre libanais, Saad Hariri, en novembre 2017.

La famille Hariri, originaire de Saïda, doit son essor à l'homme d'affaires et d'Etat libanais, Rafic Hariri, qui fit fortune en Arabie Saoudite en 1977 en relevant le défi posé par le Roi Khaled de construire le Palais de Taïf en six mois, ce qui lui valut la confiance et l'amitié du Roi Fahd, alors prince héritier. En 1979, il rachète l'entreprise française d'ingénierie « Oger » et crée l'entreprise Saudi Oger avec l'aide de capitaux de la famille royale. Revenu au Liban, il se lie avec le chef des services de renseignement libanais, Johnny Abdo, avec qui il met en place un réseau commercial prospère pendant les conflits Syro-libanais et Israélo-palestinien. Sur ces bases, Hariri développe un empire financier englobant la banque, les médias, le BTP et les télécommunications, en prenant soin de toujours rester présent sur les marchés organisés par la famille royale saoudienne. Après la guerre civile libanaise, il devient Premier Ministre du Liban de 1992 à 2004 soutenu par l'occident, l'Arabie et de plusieurs factions libanaises. A cet époque, Saudi Oger remporte les principaux marchés de la reconstruction de Beyrouth (dont beaucoup sont financés par l'aide internationale et les dons saoudiens). C'est en s'opposant aux tentatives de la Syrie de mettre le pays sous influence et sous subordination commerciale que Saad Hariri quitte le gouvernement en octobre 2004 ; continuant à lutter contre l'implantation du Hezbollah, sous influence syrienne, à Beyrouth, Hariri fait l'objet d'intimidations et de menaces de plus en plus

³⁰ Georges Malbrunot : l'Arabie saoudite peine à faire plier le Qatar, in « Le Figaro » du 3 juin 2018.

³¹ Pour sa part, la France continue les ambiguïtés de sa politique libyenne, puisqu'elle est officiellement aux côtés du gouvernement légal d'el-Saraj et se pose en médiatrice de la réconciliation libyenne, mais que la preuve est établie de la présence dans l'arsenal du général Haftar de missiles anti-char Javelin français (retrouvés à Gharyan, 100 km au sud-est de Tripoli), servis avec l'appui de forces spéciales françaises (TV5 Monde, 11 juillet 2019).

explicites de la part de Damas, jusqu'à son assassinat le 14 février 2005 par un véhicule chargé de 1800 kg de TNT qui pulvérisa sa voiture et fit 20 morts.

Son fils Saad, né en 1970 à Riyad d'une mère irakienne (et de nationalité libanaise, saoudienne et française), prend la direction de Saudi Oger en 1994 et se lance dans la politique en 2005 en s'alliant avec Walid Joublatt et Samir Geagea (« Alliance du 14 mars » puis « Courant du Futur ») ; soutenu financièrement par l'Arabie, il devient deux fois Premier Ministre (2009-11 et 2016-2019).

Invité à Riyad pour une « partie de camping dans le désert » par le prince héritier saoudien, Saad Hariri est séquestré dès son arrivée et reçu par MBS qui lui rappelle sa dépendance aux intérêts saoudiens pour ses affaires ; il se voit reprocher de pactiser avec le Hezbollah et intimer l'ordre de les rejeter de sa coalition ou de démissionner. Le 7 novembre, Hariri hagard prononce une allocution télévisée depuis le Ritz-Carlton de Riyad annonçant sa démission. Le 9 novembre, soupçonnant les pressions de l'Arabie, le gouvernement libanais demande son retour de son président et le 12, le Président libanais Michel Aoun en appelle à la France, accusant ouvertement l'Arabie de détenir son PM. Emmanuel Macron, qui est aux Emirats pour participer à l'inauguration du Louvre d'Abou Dhabi, décide de faire escale à Riyad où il a une « entrevue tendue » de plus de deux heures avec MBS à la suite de laquelle l'Arabie accepte « une médiation française pour résoudre la crise entre le Liban et l'Arabie » et Saad Hariri accepte « l'invitation de la France à séjourner à Paris avec sa famille ». Le 21 novembre, Hariri rentre au Liban où il reprend ses fonctions avec l'assentiment du Président Aoun. Nouvel échec de la politique brutale de MBS : les équilibres libanais sont inchangés et le Hezbollah reste au gouvernement, les puissances occidentales ont désavoué Riyad.

Saad Hariri démissionnera en novembre 2019 pour avoir déclenché une crise politique en demandant l'application des mesures budgétaires et fiscales d'austérité suggérées par le FMI en condition d'un programme de prêts pour contrer la crise économique libanaise, conséquence de la guerre en Syrie et des 1,6 millions de réfugiés syriens au Liban (dont une bonne partie bénéficient d'une aide administrée par le Hezbollah).

*_*_*_*

L'histoire récente de l'Arabie illustre la médiocrité de la gouvernance du royaume et son incapacité à se préparer aux évolutions du monde de nature à remettre en cause son hégémonie.

En ce sens, l'arrivée au pouvoir de MBS était porteuse de promesses, tant le jugement consistant à moderniser le système oligarchique, les structures de l'économie et le carcan social paraissait en phase avec les enjeux de la mondialisation et la montée inexorable des conflictualités. Cependant, preuve est donnée que l'exercice du pouvoir par le prince héritier n'est ni cohérent, ni efficace.

L'Arabie se retrouve donc avec un seul soutien, inexplicablement fidèle : les Etats-Unis, en particulier l'Amérique incarnée par Donald Trump, mais pas seulement.

Les autres nations occidentales sont plus liées par la capacité de nuisance de l'Arabie, que par une adhésion à ses politiques ou à ses objectifs. Ces leviers d'influences sont principalement la maîtrise des ressources d'hydrocarbures connues les plus importantes au monde, sa capacité financière se traduisant par des contrats d'armement faramineux (y compris au bénéfice de ses alliés, comme l'Egypte), son alliance objective avec Israël, ses leviers sur l'opinion arabe sunnite et ses ambiguïtés face au terrorisme international. Plusieurs pays occidentaux, dont la France, ont tenté d'établir avec la Qatar une relation compensatrice du « boulet saoudien ». Force est de constater que cette alternative est elle-même porteuse d'ambiguïtés et de contradictions coûteuses, et qu'elle n'est en rien décisive.

La situation reste donc bloquée sans alternative prévisible...